



Programme Avenir Juste - Cordaid
Enquête de perception menée du 11 au 24 mars 2023

Perceptions relatives à la sécurité dans les régions de Mopti, Gao et Tombouctou au Mali

//// Restitution de l'enquête de terrain Q3



SIPRI et POINT SUD
Financement Cordaid

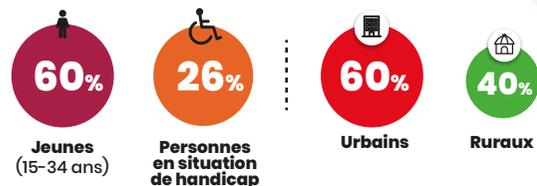
PROGRAMME
JUST FUTURE



Méthodologie

Dans le cadre du programme « Avenir Juste » financé par Cordaid, SIPRI et son partenaire POINT SUD mènent des enquêtes de perception auprès d'un échantillon représentatif de 528 personnes dans les régions de Mopti, Tombouctou et Gao au Mali dans 16 communes et 18 localités.

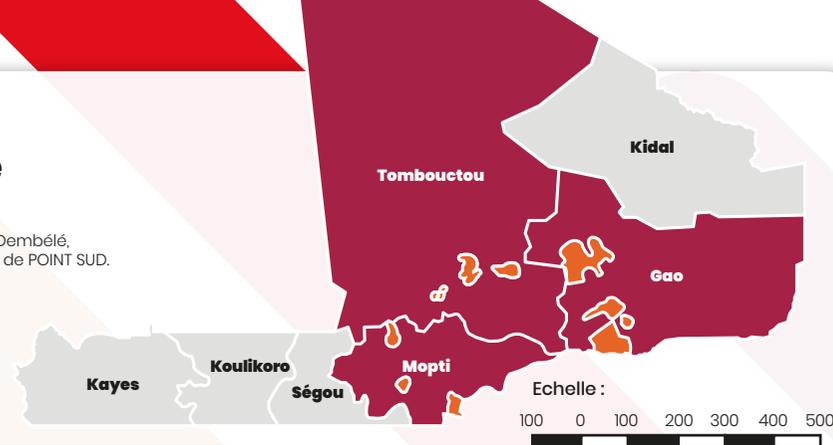
Les questionnaires sont administrés par une équipe de trois facilitatrices et sept facilitateurs. Conformément aux attentes exprimées par CORDAID envers les catégories de populations les moins audibles, une attention particulière a été portée à l'inclusion des femmes, des jeunes, des personnes en situation de handicap et des personnes déplacées ou réfugiées. L'échantillon se répartit donc comme suit :



Zones d'enquête

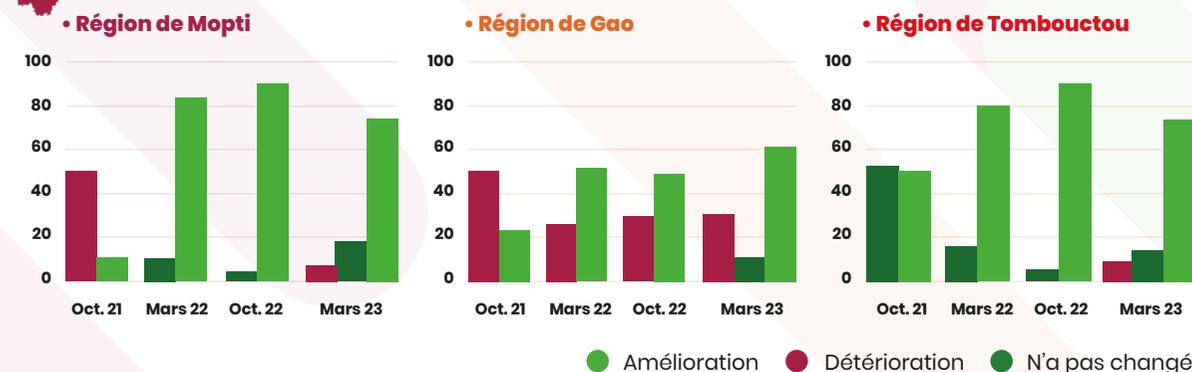
/// Source : carte du Mali, réalisée par Dr. O.Dembélé, coordinateur du projet Avenir Juste au sein de POINT SUD.

- Limite des communes de l'étude
- Limite des régions de l'étude

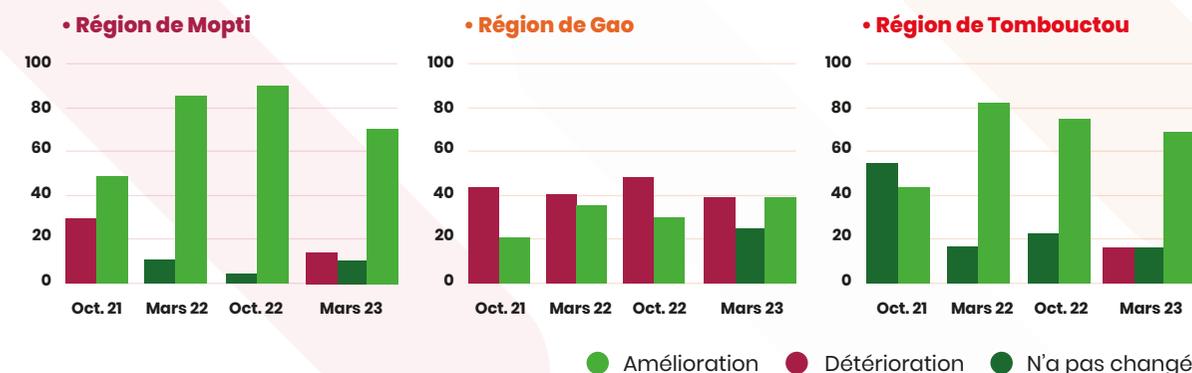


Les perceptions de l'insécurité

Perceptions de la situation sécuritaire au niveau national



Perceptions de la situation sécuritaire au niveau local





Principales sources d'insécurité par région

• Les attaques, vols et menaces contre la population **21%**

• La présence des groupes armés non-étatiques **21%**

- Gao
- Tombouctou
- Mopti

L'arrivée toujours importante de personnes déplacées internes suite aux combats entre groupes djihadistes dans la zone de Ménaka continue d'être une source d'inquiétude pour les populations résidentes de Gao en raison des difficultés locales d'accueil et de prise en charge (logement, ravitaillement en eau et en nourriture, scolarisation) et du risque de tensions communautaires que cette situation peut engendrer.

• La proximité des zones de combat **40%**

• L'absence des forces de défense et de sécurité **34%** **43%**

• L'absence des autorités locales (maires) **29%**
(En particulier dans les zones rurales)

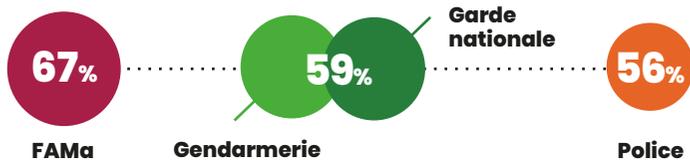
Les **hommes jeunes et adultes** se déclarent comme étant particulièrement exposés et ciblés par les groupes djihadistes en raison de leurs activités et de leurs déplacements sociaux-professionnels. Les **femmes et les jeunes filles** sont également victimes de violences basées sur le genre quand elles ne servent pas de « butin » de guerre et mariées de force.

Les relations entre les populations et les forces étatiques de sécurité

Les perceptions recueillies reflètent les impressions subjectives des répondants. Elles fournissent des informations sur la façon dont les personnes comprennent et interprètent ce qu'elles voient, croient, pensent et ressentent, et surtout, comment elles donnent un sens à leur environnement.



Acteurs sécuritaires perçus comme étant les plus visibles et les plus présents au niveau local



En dépit de la persistance des insécurités locales, le maintien de la confiance envers les forces étatiques de sécurité traduit les attentes fortes en termes de proximité et de besoin de protection. Les populations leur demandent d'être visibles, de patrouiller régulièrement mais aussi en dehors des routes principales ou périphériques aux centres urbains qui sont jugées comme non suffisamment couvertes.



Confiance exprimée envers les acteurs sécuritaires

98% Garde nationale et gendarmerie

97% Armée

92% Police



Acteurs considérés comme des sources d'insécurité

80% Groupes d'auto-défense à Gao

66% à Tombouctou

41% MINUSMA

Des comportements discriminatoires et arbitraires envers les populations (racket, menaces avec armes) leur sont particulièrement reprochés dans ces deux régions.

• Manque d'intervention en cas d'attaques contre les civils et exposition des populations car elle représente une cible privilégiée pour les groupes djihadistes.

• Mandat militaire peu compris par les populations contrairement à son volet civil plus visible et mieux perçu dans ses zones de déploiement (dons et aides humanitaires, emplois locaux à Gao et à Tombouctou).



Limites existantes dans les relations avec les forces de défense et de sécurité

Le sujet demeure sensible pour les répondants. Il intègre les limites et critiques suivantes :

- **Absence ou délai trop important d'intervention** des forces après les attaques et les vols commis contre les populations et leurs biens, en particulier en zones périurbaines et rurales.
- Contacts directs avec les forces empêchés par la **peur des représailles** de la part des groupes djihadistes.
- Les populations redoutent un **manque de confidentialité et d'anonymat** lors des échanges d'informations avec les forces.
- Persistance de **comportements arbitraires** dans les interactions quotidiennes avec les forces de police et de gendarmerie notamment (corruption, manque de transparence des procédures, comportements inappropriés envers les jeunes femmes).



En mars 2023, dans les régions de Gao et de Tombouctou, les répondants rapportent l'existence de discriminations communautaires dues à un manque de connaissances du contexte local par les forces et d'un déficit d'échanges avec les communautés sur leurs visions de l'insécurité. Certaines catégories socio-professionnelles se pensent comme étant particulièrement à risque de discrimination et de violence de la part des forces comme les éleveurs et les transporteurs.

La société civile locale et les questions de sécurité

Pour **76%** des répondants, certains acteurs de la société civile ont un rôle à jouer sur les questions de sécurité. Les acteurs les plus cités, par ordre de fréquence, sont :



Rôles et activités exercés par la société civile

Par fréquence selon les régions :

- Réunions d'information sur la sécurité locale (Mopti)
- Contacts et échanges directs avec les forces (Gao)
- Sensibilisation contre les tensions et gestion des conflits locaux (Mopti, Gao)
- Informer les autorités politiques locales et nationales de la situation sécuritaire quotidienne (Tombouctou)



Limites rencontrées par la société civile locale sur les questions de sécurité

Des **limites importantes** restent observées tant dans leur **capacité de fonctionnement que d'action** sur le terrain :

- Gravité de l'insécurité et peur des représailles
- Manque de financements
- Manque d'unité
- Manque de transparence
- Accès limité à l'information sur la sécurité



Conclusions

- Cette première enquête de 2023 confirme que l'insécurité touche aussi bien les zones rurales que les villes, mais la **présence plus importante des forces dans les zones urbaines contrairement à leur faible déploiement dans les zones rurales laisse souvent ces populations sans protection**. De plus, un **sentiment de frustration et d'inquiétude** de parvenir à subvenir aux besoins de base s'y expriment fortement.
- Face aux insécurités quotidiennes, **les populations sollicitent une présence et une meilleure réactivité des forces étatiques de sécurité**. Un maillage territorial plus développé, à travers l'installation de postes de sécurité et la multiplication de patrouilles mixtes (entre forces), est attendu pour assurer la continuité de la protection y compris dans les localités les plus éloignées.
- Les populations expriment le **besoin d'être écoutées** par les forces et de **pouvoir dialoguer** avec elles, à travers les autorités locales et les chefs de quartiers et de villages particulièrement.



Recommandations

- **Aider à la collecte d'informations auprès des populations** sur l'évolution locale de la situation sécuritaire à travers des **mécanismes discrets et sécurisés** (applications, points focaux, relais par les acteurs locaux de la société civile formés pour cela).
- **Soutenir la mise place d'une police de proximité** afin de faciliter les échanges entre populations et forces et atténuer la méfiance mutuelle.
- **Prioriser les formations de prise en charge et de protection des témoins, de respect des droits humains et des violences basées sur le genre** afin de garantir un accès équitable aux forces ainsi que des **règles d'engagement claires et systématiques** avec les populations civiles.